# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 FEVRIER 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIKET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 28 FEVRIER


VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Sherif, au coin des rues Bassin et Toulouse, meubles, marchandises et effets.

Par S. Guirault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale.—Un terrain dans le Troisième District, face au Chemin de Gentilly.

Par Placide J. Spear, rue Donaine, entre Royale et Bourbon, meubles.

Continuation de la vente de faïence etc., par le Shérif Harper, au No 170 rue du Canal.

ATTENTION !

☞ Le Shérif procédera, aujourd'hui à 10 heures et demie A. M., sur les lieux, à l'aliénation des meubles et effets contenus dans le rez-de-chaussée de la maison située à l'angle des rues du Bassin et Toulouse, Deuxième District.—Voir l'annonce.

ATTENTION !

☞ Aujourd'hui, à 10 heures et quart, le Shérif Harper fera la clôture de la vente du stock qui reste au No 170 de la rue du Canal. Cette dernière partie du catalogue comprend quelques articles de fantaisie les plus riches en porcelaine, granite verre et marbre, statues, pendules, etc.; étagères, vitrines. Nous engageons les amateurs à assister à cette vente.

SPECTACLES.

Samedi, 28 février 1874.

OPÉRA.—A midi, La Fille de Mme Angot—le soir, Le Prophète.

ACADÉMIE.—A midi et le soir, Humpty Dumpty, grande troupe de pantomime.

## Les Deux Dettes.

Nous avons déjà donné le texte de la loi qui limite la dette de ville. Ceux qui puis connaissance de cette loi ont dû voir qu'elle était bien différente de celle qui limite la dette de l'Etat. D'abord, le chiffre de limite n'est pas fixé et il ne le sera qu'à la fin de l'année courante. Que sera-t-il alors? nous n'en savons rien, mais pour liquider le passé, il faudra nécessairement y faire entrer toutes les obligations et tous les certificats de dette de la ville. Il y a de ces obligations qui datent du Conseil de ville précédeseur de celui-ci; il en est d'autres qui ont été contractées par le Conseil actuel et il y a encore celles qui contractera d'ici à ce que la loi soit mise en vigueur comme article constitutionnel. On peut hardiment fixer la limite à 23 millions. Par conséquent c'est le chiffre de 23 millions qui ne pourra être dépassé, mais la loi permettra de le maintenir. Ainsi, supposons qu'une fois le chiffre baissé et que la ville réussisse à l'amortir de quelques millions, il pourra être relevé immédiatement jusqu'à la limite constitutionnelle, de 20 à 23 millions, par exemple, de 18 à 23, même de 15 à 23 millions, cela dépendant des dispositions plus ou moins sages des Conseils municipaux appelés dans l'avenir à régenter les affaires de la cité. Cela veut dire purement et simplement que la dette restera pour toujours au maximum fixé à moins que nous n'ayons le bonheur d'avoir enfin une législature qui prenne réellement à cœur les intérêts publics et purge notre législation de toutes les immondices que le gouvernement radical y a fait entrer.

Mais d'où vient cette différence entre le traitement appliqué à la dette de l'Etat et le traitement appliqué à la dette de la ville? Apart les exceptions que nous avons notées souvent, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas pour ne pas fatiguer nos lecteurs, est-ce que la dette de la ville est plus respectable que celle de l'Etat? Non. L'une et l'autre ont la même origine; elles se sont accrues ensemble et sous l'influence directrice du même gouvernement. Nous voyons dans la dette de la ville 12 millions qui ne valent pas mieux que les 8 millions qu'on voudrait faire rentrer dans la dette consolidée de l'Etat. Encore pour l'Etat a-t-on toujours une satisfaction, celle qui résulte de la conversion du capital; conversion sur laquelle les tribunaux ne peuvent rien. En admettant que deux ou trois de ces 8 millions fussent rétablis, dans la liste des dettes réputées légitimes de l'Etat, ils n'y rentreraient pas dans leur intégralité; ils n'y figureraient plus que comme titres réduits au cours du marché et comme un capital écourté de 40 p. 0/0. Ainsi un million n'y serait porté que pour $600,000, deux millions que pour $1,200,000 et trois millions que pour $1,800,000. La différence est grande; si la radiation ne tient pas tout entière, la conversion tient et nous épargne toujours des sommes considérables en capital et intérêts. Tel est l'avantage pour le peuple, de l'opération qu'on a fait subir à la dette de l'Etat; cet avantage est acquis; nulle autorité ne peut y toucher et le détruire, à moins que le peuple ne soit assez dénué de sens pour rejeter l'article constitutionnel qui l'lui sera soumis, et pour voter contre son propre intérêt, ce qui est insupposable.

Nous devons ajouter ici que la taxe d'Etat se trouvant limitée aussi par un article constitutionnel, quand même les tribunaux ordonneraient la réintégration de quelques millions dans la dette d'Etat, les contribuables n'en souffriraient pas, puisque ne pourrait rien exiger d'eux au-delà des limites de la taxe. L'opération législative a donc toute la valeur que nous lui avons donnée, ni plus ni moins.

Maintenant dans les 22 ou 23 millions de la dette de ville, que le Conseil n'a pas même essayé de réduire à un chiffre légitime, bien loin de vouloir les radier *in toto*, que voyons-nous de plus estimable que les 8 millions de l'Etat dont nous venons de parler et qui ont été radiés par la Législature? Sont-ce les bons d'amélioration, dite *improvement bonds*? Mais nous avons déjà expliqué que ces bons n'ont été pris par les contracteurs et entrepreneurs que sur le pied de 45 et 50 cents à la piastre. Pourquoi la ville serait-elle forcée de les racheter au pair, en payant ainsi les travaux ou les matériaux deux fois leur prix? Ne serait-ce pas faire acte de justice que de les réduire à la valeur qu'ils avaient à l'époque de leur émission? et si on ne le fait pas, n'est-ce pas sanctionner une exaction criminelle au détriment des contribuables si malheureux?

Les millions résultant de la rentrée des billets de ville méritent-ils plus de considération? Non, ces billets sont retournés au trésor municipal des mains des courtiers qui les avaient accaparés à un escompte variant de 30, 40 et 50 pour cent. Devrions-nous être obligés de les payer plus intégralement que les bons d'amélioration? pas davantage. Les bons de batture n'ont pas droit à plus de sollicitude. L'émission d'un million à 10 p. 0/0, ne fut-il pas un scandale public? Et les bons donnés à la Compagnie de dessèchement, dont nous payons les travaux deux fois plus qu'ils ne valent, doivent-ils constituer une obligation sacrée?

Eh bien! tout cela va rester à notre charge, et quand l'Etat avec une population de 190,000 n'aura qu'une dette de 15 à 16 millions tout au plus, à supposer que les cours ordonnent la réintégration de deux ou trois millions, la ville avec une population de 200,000 seulement restera affligée d'une dette de 23 millions. Est-ce croyable? Est-ce possible!

Mais encore cette dette ne sera pas la dette totale de la ville. Comme son assessement compose la moitié, ou à peu de chose près, la moitié de l'assessement général, il faudra que la ville, avec ses 200,000 habitants, supporte le fardeau de la moitié de la dette de l'Etat, ce qui ajoute 8 ou 9 millions à sa propre dette. Ainsi le service de 31 ou de 32 millions pèsera de tout son poids sur 200,000 personnes, quand 530,000 autres personnes n'auront à servir que l'intérêt de 8 millions. En d'autres termes, 530,000 personnes auront une dette de 8 millions, quand 200,000 personnes auront une dette de 32 millions, ou de quatre fois plus, et, en égard à la différence du chiffre entre les deux populations intra-muros et extra-muros, une dette dix fois plus forte. Est-ce juste? Est-ce croyable? Est-ce possible?

Il n'y a donc rien qui recommande plus la faillite à la ville que celle de l'Etat, et l'auteur ne fait pas plus un devoir de conserver l'une que l'autre. M. Kellogg a fondé le bill de réduction et de conversion sur l'impossibilité absolue de payer en or où l'Etat se trouvait et, en terme ordinaire, sur l'insolvabilité de l'Etat, et en termes plus vulgaires encore, sur le fait bien constaté de banqueroute forcée. Cette raison est la meilleure de toutes. Elle est admise par les législateurs du Congrès.

Est-ce que la ville, par hasard serait moins insolvable que l'Etat, ou moins dans l'impossibilité de payer en moins dans un cas de banqueroute forcée? Qu'on relise le mémoire des autorités de ville à la législature et surtout l'appendice de ce mémoire, et l'on y verra que la taxe équivaut à la confiscation, qu'elle ne produit plus que la moitié de ce qu'elle devrait rendre, si les contribuables pouvaient payer, et que tout le monde est aux abois et propriétaires et locataires, car les affaires étant pour ainsi dire mortes, les locataires payent fort mal des loyers d'un prix fort réduit. On verra dans ce mémoire que, pour diminuer tant soit peu une taxe devenue intolérable, impossible, il a fallu se déterminer à renoncer au maintien du fonds d'amortissement, ce qui veut dire qu'il faudra proposer aux créanciers de la ville le renouvellement des bons qui ne pourront être payés à leur échéance. N'est-ce pas là le cas de banqueroute bien constaté? On dit aux créanciers de la ville: en mai, nous vous devrons trois millions et demi et nous n'avons pas un sou pour les payer. Bien plus, nos ressources sont épuisées et tout ce que nous pouvons faire c'est de promettre de vous servir l'intérêt de ces millions si le recouvrement des contributions peut avoir lieu. Si non, nous ne serons désolés, mais vous n'aurez rien.

Qui osera dire après cela, que la ville n'est pas en banqueroute et qu'elle est plus à même de faire honneur à ses dettes que l'Etat? Qui osera dire qu'on ne saurait lui appliquer le même remède puisqu'elle se trouve dans une situation identique? Nous demandons, en conséquence, avec plus de force que jamais, la réduction du capital de la dette aux taux de la Bourse avec un intérêt de 7 p0. Si non, nous serons forcé de demander que les bons et tous titres de rente soient arrêtés d'une taxe égale à la taxe foncière.

Nous demandons, en outre, comme réformes et mesures:

La suppression de la taxe du Parc.—La rescision du contrat de dessèchement,—la consolidation des bureaux d'assessement et de collection des taxes de ville et des taxes d'Etat pour la paroisse d'Orléans—la mise à ferme des revenus du port—la mise à ferme des waterworks—la suppression de la moitié du département des rues par l'emploi des prisonniers du Workhouse.—Enfin, la limitation du budget on de la taxe des Ecoles Publiques.

Il reste encore sept jours de session législative. C'est plus qu'il n'en faut pour mener à bien toutes ces réformes ou pour opérer toutes ces mesures. La Législature est de force à voter en une heure, et, sur leurs titres, toutes celles qui sont de son ressort. Il suffirait pour cela que le Conseil de ville s'entendît avec Mr. Kellogg et nous n'y voyons aucune difficulté. La Chambre de commerce l'a fait de son propre mouvement. N'est-il pas du devoir des administrateurs de ville d'en faire autant, si non davantage?

## POURSUITES CONTRE LE BILL DE CONVERSION.

Un journal, hier soir, annonçait d'une manière triomphante, que le juge Wood, de la Cour des Etats-Unis, avait accordé une injonction pour empêcher l'auditeur des comptes publics, M. Clinton, d'exécuter le bill de conversion jusqu'au 6 mars. Une injonction pareille, cependant, n'a pas plus de valeur que si elle n'existait pas, car le bill de conversion a eu son exécution à l'instant même où il a été signé par M. Kellogg, après le vote de l'Assemblée générale. Le budget a été déterminé dont annexé et la taxe réglée de 21 mill. 1/2 à 14 mille 1/2, et y compris le budget des écoles publiques. C'est la taxe qui se paye maintenant. Sur ces 14 mille 1/2, il y a tant pour les frais administratifs, tant pour le service des dettes et, tant pour l'éducation publique.

L'injonction ne pourra pas faire lever un cent de plus, à moins que les Etats-Unis ne veuillent mettre des troupes à la disposition des agioteurs étrangers, ou à moins que l'Angleterre ne veuille prendre fait et cause pour les siens, ce qui est parfaitement improbable, pour ne rien dire de plus. La saisie du gouvernement de l'Etat étant chose impossible, il s'en suit que les deux maisons étrangères, qui ne veulent pas se soumettre au bill de conversion quand tous les autres créanciers l'acceptent, en seront pour leurs frais d'avocat.

## A QUOI SERT LE BUDGET DES ECOLES PUBLIQUES.

Depuis plusieurs années, nous n'avons cessé de dénoncer le gaspillage que messieurs les radicaux faisaient des deniers publics sous prétexte d'éducation.

M. W. G. Brown, homme de couleur, qui est le surintendant de l'Education publique dans le gouvernement Kellogg, confirme pleinement nos accusations dans un volumineux rapport qu'il vient d'adresser à l'Assemblée. Il signale des fraudes incroyables dans la plupart des paroisses où les fonds des écoles ont été détournés de leur destination quand ils n'ont pas été appropriés aux besoins personnels de nombreux employés qui composent un état-major assez inutile pour l'éducation publique.

Il résulte du rapport de M. Brown que cet état-major n'absorbe pas moins de $155,422 du budget, tandis que les salaires des professeurs s'élèvent à $351,460. Avec tout ce gaspillage et ces vols on ne trouve pas moyen de payer les professeurs auxquels il est dû cinq mois de solde arriérée.

## LA CULTURE DE LA RAMIE.

Extrait du Scientific American du 14 février 1874.

S'il existe une machine qui puisse extraire la fibre de la Ramie promptement avec économie et dans l'état voulu pour le marché, nous conseillons à l'inventeur, dans ses intérêts, de la faire connaître au public au plus tôt.

Cette fibre de la Ramie, destinée à devenir un des plus importants produits de l'Amérique, est d'une très grande valeur comme un substitut à la soie. Le grand obstacle à l'introduction de cette plante vient de la difficulté de séparer la fibre de l'écorce qui l'enveloppe.

Les Chinois font ce travail à la main et avec des couteaux ordinaires; ils produisent ainsi de une à deux livres de filasse par jour. Ce procédé ne *pourrait* évidemment pas être.

On nous a dit que plusieurs machines avaient été inventées mais, pour une raison ou une autre, les inventeurs n'ont pas jusqu'ici rendu leur invention publique. Cette plante pousse partout et avec succès et avantagensement en Californie et dans tous les Etats du Golfe. Elle peut être coupée avec une faucheuse ordinaire, et un arpent de terre donne de 400 à 500 livres par coupe. La filasse brute vaut, en Europe, de $200 à $340 la tonne. Les manufacturiers américains en offrent de 20 à 25 cents la livre pourvu qu'ils puissent se la procurer par grands quantités.

Nous apprenons, par une dépêche reçue par MM. Williams, Ruperti & Co., agents de la compagnie Hambourgeoise, que le steamer *Vandalia*, capitaine Franzen, est arrivé à la Havane le 26 du courant et devait partir pour notre port le lendemain.

Samedi prochain, 7 mars, grand tirage de la Loterie de la Louisiane à numéros simples. On se rappelle que le lot de $10,000 a été gagné au tirage de janvier et que celui de $20,000 l'a été en février. Que nous réserve le tirage de mars? La progression se matiendra-t-elle et les deux plus forts lots sortiront-ils? Ce n'est pas impossible, car les acheteurs de billets sont décidément en veine.

☞ On peut empêcher la venue prématurée des cheveux gris et de la calvitie en employant le "Vegetable Sicilian Hair Renewer" de Hall, préparation très innocente et approuvée par les plus hautes autorités en médecine et en chimie.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Aujourd'hui, samedi, matinée à midi: *La Fille de Mme Angot.*

Ce soir, à sept heures, *Le Prophète*, grand opéra en cinq actes.

Demain, dimanche, Bénéfice de M. Gerber, jeune premier. On donnera *Les Mémoires du Diable*, comédie-vaudeville en trois actes, et il y aura un intermède musical dans lequel on entendra MM. Devoyod, Gadilhe, De Quercy et Mlle Gabrielle Moisset. Le spectacle commencera par *Le Passant*, pièce en vers, en un acte, par François Coppée.

Lundi, 2 mars, l'*Africaine*. Jeudi, 5, Bénéfice de Mlle Gabrielle Moisset.

Le public a eu trop souvent l'occasion d'apprécier le mérite et le zèle de M. Gerber, pour ne pas porter le plus vif intérêt au succès de son bénéfice. Indépendamment de ses titres d'artiste à l'estime des habitués de l'Opéra, il peut naturellement, comme enfant du pays, se recommander aux sympathies des Louisianais. D'ailleurs, M. Gerbor a fait passer à tous de si agréables soirées, que chacun, à quelque nationalité qu'il appartienne, sera jaloux de l'en remercier en assistant à la représentation de demain. Les éléments dont se composera la soirée, sont très attrayants: d'abord *Le Passant*, une sorte de gracieuse idylle interprétée par Mmes Blainville et Beauregard; ensuite, un intermède dans lequel M. Devoyod chantera *Les Rameaux* (de M. Faure); Mlle Gabrielle Moisset, l'*Air de la Coupe, de Galathée*; M. Gadilhe, un *Air de Zampa*; et M. De Quercy, le *Chef d'Œuvre de Dieu*; en troisième lieu, *Les Mémoires du Diable*, pièce très amusante dans laquelle M. Gerber saura mettre en relief les qualités qui font de lui un artiste de choix, et auxquelles il doit les excellentes dispositions dont le public est animé à son égard.

Les frères Davenport ont fait fiasco et ont pris la poudre d'escampette. Le public a accordé un humbug et a reclamé son argent sans l'obtenir. Nous sommes bien sûrs que ceux qui ont gagné les lots de $30,000 et de $10,000 à la Loterie de la Louisiane n'ont pas redemandé leur mise à la compagnie. Quand on ne gagne pas à la loterie on est toujours quelque peu désappointé, mais il est si facile de rentrer à l'espérance! Il suffit pour cela de quelques menus billets de 25 cents.

INTÉRESSANT POUR LES NÉGOCIANTS.—Vous pouvez faire plus d'affaires avec le "Sea Foam" de Gantz qu'avec toute autre chose dans la ligne des épiceries. C'est un article de première classe, qui ne manque jamais de produire son effet et qui produit toujours un effet plus grand que celui qu'on attend. On en reconnaît vite le mérite. Une dame le dit à une autre, cela se répand et l'on sait bientôt où on peut le trouver. Cet article a lui seul peut faire la fortune d'un grocer. Dans les trois quarts des cas il manque. Les épiciers vendent de l'amidon ou de mauvaises poudres, ce qui fait que la plus belle de toutes et la plus fine devient noire, grossière et lourde, tandis qu'avec le "Sea Foam" la farine, même de seconde qualité devient très bonne et fait d'excellents biscuits et des gâteaux supérieurs. Vous pouvez l'acheter dans toutes les épiceries en gros de New York, Boston, Providence, Portland, Philadelphie, Baltimore, Chicago, Cincinnati, St-Louis et Nile-Orléans, ou envoyer des ordres aux premiers vendeurs Geo. F. Gantz & Co, rue Duane 178, New York.

MARIAGE ET PATRIMOINE.—Un de ces termes ne comporte pas l'autre, et pourtant d'étroits rapports les unissent. Sans le second, le premier se trouve, en effet, hors de la portée de l'amoureux transi qui chante aux étoiles. En bien! puisque l'argent joue un rôle si important dans les choses de ce monde, pourquoi ne pas prendre un billet du Concert Tombola au profit de la Bibliothèque publique du Kentucky! Avec les lots qui seront répartis le 31 mars, le mariage deviendra possible à bien des gens. On pourrait bien néanmoins, si on ne se hâtait, être désappointé et ne point obtenir de billets, car les coupons s'écoulent avec une extrême rapidité.

## CHRONIQUE DE LA VILLE.

### Cour de Circuit des Etats-Unis.

**Suite du procès des prisonniers de la paroisse Grant.**

La Cour ouvre à dix heures, hier matin, avec les juges Woods et Durell au fauteuil.

Le témoignage de Levy Nelson, couleur, est continué.

Il raconte dans les termes les plus émouvants l'attaque de la maison de Cour, et il a recours à l'hyperbole pour rendre son récit plus intéressant.

Levy Nelson vise évidemment à l'effet. Il parle avec une grande volubilité, mais, à la fin, il sort de son centre souvent.

D'après lui, les blancs, sous le commandement du shérif Nash et de l'honorable Hadnot,—frère de l'un des accusés,—qui a été tué devant Colfax, avaient amené un nombre de sept cents et avec un canon monté sur des roues rouges, pour donner l'assaut à la Maison de cour, où étaient enfermés les trois cents nègres innocents, qui vivaient de ce qu'ils pouvaient "*emgrunter*" à leurs voisins.

Ces sept cents blancs féroces, qui avaient à compter sur le concours de tous ceux qui approchés à quatre cents yardes de la Maison de cour et auraient tiré six coups de canon "*avec de l'huile de pétrole*" contre la bâtisse, afin d'y mettre le feu.

Pendant que l'édifice flambait et que les trois cents martyrs nègres qui s'y étaient réfugiés chantaient à l'unisson une hymne au Seigneur pour l'implorer de pardonner à leurs meurtriers, les sept cents Caucassiens farouches auraient crié à leurs victimes de mettre bas les armes et, qu'à cette condition, aucun mal ne leur serait fait. Les nègres auraient obéi aussitôt, en rendant grâce au ciel qui avait inspiré au peu de pitié à leurs persécuteurs; mais à peine se seraient-ils rendus, avec cette confiance naïve qui caractérise les Africains en général et les nègres de Colfax en particulier, que les sept cents blancs les auraient entourés avec des imprécations et des blasphèmes tels, que le soleil se serait caché derrière un nuage pour ne pas éclairer l'horrible qui allait se passer; alors, ces sept cents sauvages à peau blanche, se tenant par la main, auraient formé une ronde infernale, et, sautant follement au centre, et auraient commencé une danse macabre, avec des hurlements et avec des contorsions affreuses, en entonnant un refrain jugubre.

Après ces horribles préliminaires, ils auraient tenu un conseil pour délibérer sur le sort de leurs victimes. Les uns auraient proposé de les arrêter de gouter et de les faire rotir; d'autres auraient été en faveur de les manger; et, enfin, les moins barbares auraient été d'avis de les fusiller, tout simplement. Ce dernier parti aurait été adopté par la majorité, après une longue discussion.

Les nègres prisonniers auraient donc été conduits, deux par deux, sur la berge de la rivière et égorgés sans pitié. Le témoin déclare avoir été passé aussi par les armes, comme ses autres compagnons; seulement,—et ce malheureux s'arrête un peu plus longuement,—par quoi notre pluie nuit un peu à l'impression produite par son récit *verdique* du drame de Colfax.—Seulement, il n'a pas été tué, et c'est comme nègre, car ça aurait été bien plus beau que Levy Nelson mort vint nous raconter, en personne, ses aventures et son trépas.

Pour expliquer la mort de Jhgorah Hadnot, le témoin dit que les blancs après avoir assassiné tous les nègres, se sont tournés les uns contre les autres et qu'ils ont immolé leur chef par manière de passe-temps.

Ce que nous venons d'écrire est, en substance, le témoignage de Levi Nelson.—Si nous avons un peu brodé sur sa déposition et si nous nous sommes permis d'émailler de quelques fleurs de rhétorique sa narration peut-être un peu trop aride sans cela, c'était pour la rendre plus piquante et plus mouvementée, et nous lui demandons pardon d'avoir touché à son œuvre.

Hâtons-nous d'ajouter, pour être juste à l'égard de Nelson, que le témoin ne nous paraît pas *compos mentis*. Tout l'indique: ses excentricités de langage, son air égaré, sa démarche, et jusqu'aux gants blancs dont ses mains noires sont *ornées*. Probablement, le malheureux aura eu peur à l'attaque de la maison de cour de Colfax et son esprit aura été frappé.

Ah, mais par exemple, c'est un beau parleur! et nous connaissons de la Législature *matachée* du Mechanics' Institute de lui voter un prix d'éloquence.

Si les témoins qui vont suivre ressemblent tous à Levy Nelson, il faudra que nous aliques qu'on entendre de belles avant la fin du procès.

Toutes nos sympathies sont acquises d'avance aux nègres, dont les cheveux vont se hérisser d'horreur vingt fois par jour. Gare à la calvitie!—

Baptiste Elsis,—couleur,—est le second témoin entendu. Sa déclaration est corroborée par celle de Levy Nelson, seulement, elle est moins exagérée. Selon lui, les blancs qui ont attaqué la maison de cour de Colfax étaient au nombre de cinq cents. Il a été blessé trois fois pendant le combat.

Les blancs n'ont pas massacré les nègres après qu'ils se furent rendus, mais ils les ont poursuivis lorsqu'ils ont quitté l'édifice pour gagner les bois, et ils en ont tués plusieurs.

Lui,—Baptiste Elsie,—a été placé sur une galerie, après avoir été blessé et capturé, et gardé à vue pendant toute la nuit. Il était un des députés désignés par le shérif radical Ward pour protéger la maison de cour.

Arch. Mitchel.—couleur,—est le troisième témoin.

Il était à Colfax, le dimanche de Pâques, jour du combat. On lui a dit que les blancs étaient au nombre de cinq cents, mais il n'en est pas sûr. Il a été poursuivi, après que la maison de cour eut été incendiée, et blessé à la jambe, mais cela ne l'a pas empêché de courir et il s'est échappé.

Il n'y avait pas de femmes et d'enfants à la maison de Cour, pendant le combat. Il a vu un homme de couleur monter sur le toit de l'édifice et y mettre le feu.

Sa déposition dure jusqu'à dix heures et demie du soir, et la Cour s'ajourne alors à ce matin.

### Le juge Ryan.

Nous avons oublié de dire, dans notre compte-rendu de la dernière séance de la Cour de Circuit, que le colonel Ellis avait présenté au tribunal l'hon. Michael Ryan comme l'un des avocats des prisonniers de la paroisse Grant. M. Ryan a tenu à se joindre à la défense qui profitera ainsi de sa grande expérience et de son talent éprouvé.

### Injonction prise contre le bill de consolidation.

Le juge Woods, président de la Cour de Circuit des Etats-Unis, a lancé une injonction, hier matin, contre M. Clinton, pseudo-auditeur des comptes, à la demande de M. Macauley, d'une part, et de M. Stein, lui défendant de mettre à exécution le bill de consolidation avant le 6 mars prochain et jusqu'à nouvel ordre de la Cour.

### Mise en accusation de membres du bureau de police.

Hier matin, le Grand jury a présenté à la Première Cour de District plusieurs verdicts de mise en accusation contre des membres du bureau de police. Les chefs d'accusation sont prévarication, parjures, etc. Les détails promettent d'être intéressants.

### Mains adroit que Lagardère.

L'appât du gain chez les détrousseurs de nuit est plus fort que la crainte des coups de pistolet. Ils se disent que tout le monde n'a pas la main aussi lâche que Henri Lagardère. C'est le raisonnement qu'ont dû se faire ceux qui, dans la nuit de jeudi à vendredi, ont tenté d'entrer dans la grocerie de Michael Gorman, au coin des rues Locust et Poydras. Gorman a tiré deux coups de revolver sur les voleurs, mais ses balles ont manqué le but et les tripons, après avoir senti l'odeur de la poudre, ont pris celle d'escampette.

### Toujours la même histoire.

Les autorités de la Nouvelle Orléans devraient faire imprimer sous forme de petites brochures le récit des principaux faits d'escroquerie dont ont été victimes des étrangers à la Nlle Orléans et faire distribuer ces brochures dans les chemins de fer, les bateaux à vapeur et les hôtels, pour mettre en garde les arrivants contre les pièges qui leur sont tendus, car il paraît que la publicité des journaux est insuffisante. Voici encore, en effet, un homme naïf qui vient laisser prendre connaissant d'autres. M. Mawin Waght, de New-York, a fait la rencontre de Harry Foster qui s'est présenté à lui comme le fils de M. Richard Foster, riche bijoutier de Broadway, bien connu du voyageur. La connaissance faite, Foster a bientôt entraîné Waght dans une des nombreuses cavernes de banko qui existent plus ou moins en intelligence de la police laisse fleurir dans notre ville. Foster n'a pas fait jouer Waght, il s'est contenté de le prendre pint banquet et il lui a souhaité bon voyage, qu'il a joués et perdus, cela va sans dire, et qu'il a oublié de rendre. Waght a fait arrêter Foster mais cela ne lui rendra pas son argent.

### Condamnation.

Le juge Abell a prononcé mercredi la sentence dans l'affaire de Sam Williams, convaincu de meurtre sur la personne de Henry Arnaud. Williams a été condamné à mort. Appel a été interjeté de la sentence.

### Explosion.

Mercredi soir, une lampe éclairée avec de l'huile de charbon volatile a fait explosion dans la maison de M. Jacobs, rue St-Denis, près de la rue Washington. Un commencement d'incendie en est résulté, mais grâce aux secours donnés par les voisins, la destruction n'est bornée à quelques vêtements.

### Vol sacrilège.

Le révérend Foltier, du Troisième District, a dû faire arrêter une vieille femme nommé Mary Ann, qui est entrée dans son église et en a enlevé une nappe du maître qui couvrait l'autel. Voilà un péché qui ne mérite pas l'absolution. Voler dans la maison du Bon Dieu!

### Abus de confiance.

Les cas d'abus de confiance par des employés sont devenus, quelques années, d'une fréquence déplorable et il serait bon que quelques exemples sévères vinssent arrêter cette malheureuse tendance. Mr. Mingo Collex, de Collex, fabricant de coton, de la rue Carondelet, No. 54, vient de faire arrêter avant hier, un de leurs commis, John Duke Smith, qui, du 15 décembre 1873 au 27 janvier 1874, a pu grever le compte de cette maison diverses sommes, formant un total de $1933 qu'il s'est appropriés. Smith a comparu devant la Cour municipale et faute d'avoir pu fournir le cautionnement de $2500, il a été envoyé en prison. Il devra comparaître de nouveau le 7 mars.

### Incendie.

Hier matin, à trois heures, un incendie a éclaté dans une étable de la rue Solidelle, entre les rues Mandeville et Marigny. Le feu s'est étendu de l'étable à la résidence de M. Jacob Miller et à une cuisine en bois occupée par M. Gallard. Toutes ces bâtisses ont été détruites. Leur valeur était d'environ $1,200. Les pertes sont couvertes en partie par une assurance de $1,000 dans la Compagnie des Marchands.

### Suicide.

Vers trois heures et demie, hier après midi, un malheureux du nom de William Brady, était sous l'influence de la boisson, s'est suicidé à sa résidence, au coin des rues Independance et Marais, en se pendant par le cou.

On voit que le whiskey conduit loin quelquefois.

### Compagnie d'Echelles Américaine No. 2.

Nous sommes invité par les membres de cette compagnie d'élite du département de l'incendie, à assister ce soir, à sept heures, à la présentation d'une bannière.

Nous nous empressons d'accepter nos remerciements pour leur gracieuse invitation.

## Pseudo Législature.

SÉANCE DE VENDDREI, 27 FÉVRIER.

SÉNAT.—La séance ouvre à onze heures, sous la présidence de C. C. Antoine.

Dix-neuf membres répondent à l'appel nominal.

M. Chadbourn fait la motion d'ajourner jusqu'à midi, mais la majorité n'est pas de cet avis, et le Sénat entre en séance exécutive.

Une heure quarante minutes, la séance exécutive est levée.

Sur motion, le bill portant le No 258, relatif à la création de bureaux de santé dans toutes les paroisses de l'Etat, on la population dépasserait trois mille âmes, est appelé.

M. Stamps est en faveur de renvoyer indéfiniment ce bill.

M. Wharton se prononce en faveur du bill et demande qu'il soit soumis immédiatement au Sénat.

Le bill est mis aux voix et adopté finalement.

Le comité judiciaire présente un rapport favorable sur le bill pour annexer à la paroisse d'Orléans la ville de Carrollton et la paroisse Jefferson, rive gauche.

Le Sénat ajourne.

CHAMBRE.—79 membres sont présents.

Une résolution pour réprimander Gair a propos de sa conduite dans la Chambre, adoptée.

Une motion de Young pour reconsidérer le bill qui donne un gage sur les plantations pour provisions fournies est rejetée.

Le bill qui régularise les droits de recorders de paroisse est adopté finalement.

Est adopté aussi le bill qui autorise les recorders d'enregistrer les hypothèques et les procédures de famille.

L'acte pour régler et définir les droits des diverses Cours de district de l'Etat est indéfiniment ajournée.

Un acte rappelant la commission nommée par la dernière administration pour choisir un emplacement convenable pour y élever une maison d'Etat, passe finalement.

L'acte pour limiter la dette de la Nlle-Orléans et l'émission de warrants par les autorités de ville passe aussi finalement.

Le comité sur les édifices publics fait un rapport favorable sur le bill pour le transfert de la capitale de la Nouvelle Orléans à Baton-Rouge.

Une motion de déposer le rapport du comité sur la table échoue.

La séance est levée.

### Communiqué.

FRAUDES AU SUJET DE LA LOTERIE DE LA HAVANE.

Havane, 12 février 1874.

A l'Editeur du *Picayune*:

Quoique bien des jours se soient écoulés depuis la publication de ma dernière lettre dans les colonnes intéressantes de votre journal, j'ai souvent désiré, je vous assure, que les circonstances me permissent d'emprunter les couleurs brillantes de l'arc-en-ciel pour vous décrire un heureux état de choses, afin que ma correspondance fût agréable à vos lecteurs, et aux amis de Cuba chez nous et à l'étranger. Mais tel n'est pas le cas. La "Perle des Antilles" échappe graduellement à l'Espagne. La détresse et la pauvreté règnent ici, le gouvernement est en banqueroute, et la ruine menace les habitants de l'île d'Edavant fidèle.

Le capitaine-général Jovellar est en ce moment donne Hamlet: il lutte contre "une mer de tracas." Les fonctionnaires sous ses ordres ne sont pas honnêtes et ne songent qu'à s'approprier les fortunes privées et même le trésor public. Je vous citerai un exemple: Señor Valero, l'administrateur en chef de la Loterie Royale de la Havane est à cette heure en prison. Il a porté atteinte, comme quelques-uns de ses prédécesseurs, à la bonne réputation de la Loterie, en sorte que peu de personnes achètent des billets. Ils se vendent au dehors où l'on ignore ce qui se passe ici.

L'administrateur de la loterie est poursuivi criminellement pour avoir, depuis quelque temps, omis de placer quelques numéros dans la roue, et avoir ensuite acheté les billets portant ces numéros et les avoir inscrits comme ayant gagné des lots. Les achats seuls de billets ont donc été trompés par ces fonctionnaire, lequel, dit-on, a fait une fortune égale à celle de vos Astor et de vos Stewart.

Le señor Valero est aussi accusé de diverses autres opérations frauduleuses dont le peuple a été victime. Une d'elles consistait à extorquer une véritable contribution des sous-collecteurs; une autre, à détruire les billets de loterie, lesquels, facilement de 25 cents par billet comme commission individuelle. Il gardait ainsi tous les billets invendus dans son secrétariat, et s'il y en avait qui eussent gagné il les faisait présenter par des tiers, et touchait l'argent. C'est ainsi que la Loterie Royale a été administrée. Il y a quelques années deux personnes ont présenté chacune le même billet qui avait gagné le gros lot.

La loterie est gérée par Don Rafael de la Torre, secrétaire de señor Valero; mais la latitude laissée à l'administrateur et la manière de tirer les lots ne permettent guère de prévenir la fraude.

24 fév—6PP

### LA TOUX! LA TOUX!

La toux est un symptôme de l'état de la gorge, des bronches et des poumons; mais soit qu'elle provienne de l'irritation de la gorge, du larynx, laissé par un rhume, d'une affection des bronches, d'un commencement de consomption — enfin quelle qu'en soit la cause — rien ne la calme si promptement, rien ne la guérit aussi complètement que le "Golden Medical Discovery" du Dr. Pierce. Il importe peu qu'elle soit récente ou d'ancienne date — le "Discovery" l'extirpe du système par tous les pores. Il guérit en quatre ou moins de temps que tout autre médicament et il le guérit non pas en la séchant, mais en en faisant disparaître la cause, en calmant l'irritation et en activant les parties affectées. Il ne faut pas tarder à se défaire de la toux quand un bon remède se présente, car le retard pourrait avoir des conséquence fort graves pour les poumons.

**Les médecins l'apprécient bien vite.**

Buffalo, N. Y., 13 Déc. 1870.

Dr. Pierce—Je prescris votre Golden Medical Discovery depuis six mois; j'ai pu juger de son efficacité dans des cas de toux invétérés et chroniques, de la plus grave, de perturbation générale du système et de constipation. Je l'ai toujours vu agir doucement mais puissamment.

A vous fraternellement,

H. L. HALL, D. M.

24 fév—6 Vett.

Tirage de la loterie, samedi, 7 mars.
Tirage de la loterie, samedi, 7 mars.
Tirage de la loterie, samedi, 7 mars.
Tirage de la loterie, samedi, 7 mars.
Tirage de la loterie, samedi, 7 mars.
Hâtez-vous d'acheter vos billets.
Hâtez-vous d'acheter vos billets.
Hâtez-vous d'acheter vos billets.
Hâtez-vous d'acheter vos billets.
Hâtez-vous d'acheter vos billets.

*TEMPERATURE.*—27 Février 1874.
Thermomètre de C. DUJAMEL, opticien

| | Fahrenheit. | Centigrade. |
|---|---|---|
| 6 A. M. | 58 | 14 |
| 12 M. | 66 | 16 |
| 3 P. M. | 68 | 19 |
| 6 P. M. | 65 | 19 |


HEATH & LARA,

99 Rue du Camp 99
PRÈS POYDRAS.

MANUFACTURIERS DE CADRES
MARCHANDS-TAPISSIERS.

GLACES françaises et allemandes.
CADRES de tous genres.
PORTRAITS chromos, gravures et lithographies.
PAPIER PEINT.
CORNICHES.
RIDEAUX de soie, de Stores Nottingham, ETOFFES de toute espèce pour rideaux.
NATTES Canton et Cocos.
26